

10

# informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise,

## SOMMAIRE

<u>LES GREVES DU PRINTEMPS 63</u>	
- Les partis- La vie des mineurs Les manoeuvres des syndicats Les cadres - Les grèves- Les dirigeants	
<u>DANS LE MONDE DES TRAVAILLEURS</u>	p. II
- Espagne - Etats-Unis- Hongrie	
<u>LIBRES OPINIONS</u>	p. 15
<u>LES LIVRES</u>	p. 18
- Le Néo-Capitalisme Italien	
<u>PUBLICATIONS</u>	p. 20

LE NUMÉRO

**mensuel**

0.50 F.

Numéro 17

AVRIL 1963



# liciiSONS

REUNION INTER-ENTREPRISE- PARIS -23 MARS -10 présent- 2 excusés

La discussion porte principalement sur la grève des mineurs, et les répercussions dans les entreprises. L'essentiel des informations et des points de vue exprimés est repris dans les pages " Les travailleurs en France".

Un camarade signale un article de l'Humanité relatant une conférence du P.C. sur la " définition du révolutionnaire" en 1963. ( journées d'études marxistes ), qui pourrait être reprise et critiquée dans ICO.

Un autre camarade relève que certaines critiques de revues sont trop expéditives ( à propos d'une réflexion sur un numéro de la "Révolution Prolétarienne"- ICO N° 15-février 63). C'est d'une polémique trop facile de partir d'une simple phrase ironique pour faire juger une revue qui contient des choses valables, ICO doit faire un travail plus sérieux.

Un camarade hongrois parle de l'amnistie en Hongrie. Pour l'instant, elle paraît concerner le cardinal Midzenty et personne ne parle des milliers de révolutionnaires emprisonnés depuis 1956, dont personne ne peut connaître le sort exact. L'amnistie a des raisons économiques: la Hongrie a besoin de l'Ouest; elle poursuit des négociations avec les USA depuis 1957, mais ceux-ci mettent comme préalable la libération de certains détenus.

oooooooooooo



# les grèves

du printemps 63

La grève des mineurs de charbon, 180.000 travailleurs (fond et surface) est le premier conflit social profond du régime gaulliste. La force des mineurs a brisé le cadre des rapports sociaux existant depuis 10 ans, celui d'une classe ouvrière docile au pouvoir et aux syndicats, dont les revendications étaient mises à l'écart au nom des "intérêts supérieurs" de la société capitaliste française (notamment le règlement de la guerre d'Algérie). Au delà des revendications de salaires, ce conflit exprime un ensemble de conditions économiques et sociales et à son tour il aura des conséquences politiques: les syndicats et le pouvoir vont essayer de modeler un autre visage à l'encadrement de la classe ouvrière, définir des rapports qui tiennent compte des transformations profondes du capitalisme français.

Toute grève qui ne pose pas en termes clairs le problème du pouvoir social aboutit finalement par delà des succès tout provisoires (augmentations de salaires) à renforcer la domination de l'appareil d'encadrement du travail salarié: ce qui paraît une victoire morale ( l'échec de la réquisition) ce qui paraît une victoire matérielle ( les 4 semaines, les augmentations) il faut le replacer dans le cadre de l'économie française de 1963, dans le cadre des rapports sociaux dans notre société d'exploitation.

C'est en ces termes que nous devons réfléchir sur les grèves et tenter de répondre aux questions que pose cette lettre d'un camarade du midi:

" les ardeurs des dirigeants syndicaux s'expliquent facilement en raison de leurs liaisons internationales. Jusqu'à maintenant ils contrôlent le mouvement même si son ampleur les a surpris (?) Mais en sont-ils à coller aux masses? en attendant d'étrangler savamment cette action qu'ils n'ont peut-être pas voulu aussi démonstrative et dangereuse s'ils se laissaient déborder? C'est toutefois l'attitude gouvernementale qui peut poser le plus de problèmes. Calme apparent ou réel? Je penche pour réel. Que les syndicats regagnent du crédit auprès des travailleurs, qu'ils contrôlent assez bien l'action de ceux-ci c'est tant mieux pour le gouvernement. Ce ne sont pas les partis. Avec les dirigeants syndicaux, on peut toujours traiter, même si les K. et le pape les inspirent. Orientation que je ne crois pas seulement symbolique ou manoeuvrière (gagner du temps): les "sages", c'est-à-dire le plan, but: obtenir des centrales syndicales, ne serait-ce que de la CFTC, qu'elles s'engagent vis à vis de l'application de celui-ci, moyennant des satisfactions partielles, mais suffisantes pour mettre fin aux grèves. Manière d'en arriver au social, à chaud, puisque l'occasion se présente. Et pourquoi pas en sacrifiant un ou deux ministres.

"... Je pense que ni les uns ni les autres ne veulent attendre que le Grand bordel économique et social (en cas de débordement des dirigeants) s'installe. Epreuve de force, certes, mais dans laquelle les travailleurs servent de masse de manoeuvre. A moins que... N'importe comment les salaires devraient y gagner quelques satisfactions, matérielles, et à court terme. Mais qu'y perdront-ils? Quel "social" le gouvernement amorcera-t-il? Economiquement cette grève coûte cher, il faudra que ça paye en "engagements". "



## les parties en présence

Le secteur nationalisé groupe en France 20% des salariés dans toutes les branches d'activité. Il s'est formé une importante bureaucratie d'Etat, qui sous le couvert du gaullisme, entre en conflit avec le secteur capitaliste classique. Les bureaucrates veulent une planification impérative et nationale, les capitalistes veulent que le secteur nationalisé reste soumis à leurs intérêts.

Au niveau des mines de charbon (entreprise d'état) deux facteurs principaux, conséquence de cette politique conforme aux intérêts capitalistes dominants, ont réduit le niveau de vie des mineurs (11% en 5 ans disent les syndicats) la concurrence des autres formes d'énergie et la réduction d'activité des houillères (prévue dans le plan) le décalage des salaires avec ceux des secteurs en extension (aidé par la suppression en 58 de l'indexation des salaires des entreprises nationales) qui permet d'orienter la main d'oeuvre vers les entreprises où le profit est le plus élevé. Si pour les mineurs la lutte est pour le niveau de vie, pour les ingénieurs, elle est pour une revendication de gestion dans une société bureaucratique planifiée. Le fait que les ingénieurs soient aux côtés des mineurs ne doit pas faire illusion, mais c'est un des éléments qui a favorisé le déclenchement de la lutte.

Les centrales syndicales CGT (80% des votes aux élections) CFTC (18%) FO (2 à 3%) ont depuis toujours une position semblable à celle des ingénieurs: participation plus large à la gestion des charbonnages (ils ont des administrateurs) politique "nationale" de l'énergie, participation plus large à l'élaboration du plan. Leurs perspectives vont dans le même sens que celles de la bureaucratie d'Etat. Mais, jusqu'à présent, ils ne cherchaient pas à en faire autre chose qu'un chapitre de leur programme.

La fin de la guerre d'Algérie a été marquée par une option gaulliste immédiate, qui est aussi celle du grand capitalisme français: l'orientation vers un capitalisme européen, cette orientation met encore plus en minorité les bureaucraties nationales, économiques et syndicales, mais surtout, sur le plan international, elle entre en lutte avec les impérialismes américains, anglais et russes. Les USA ont pris la tête d'une offensive contre la France gaulliste, en tant qu'elle exprime la pointe de ces tendances vers un troisième bloc européen, offensive économique aussi bien que politique, aussi bien intérieure qu'extérieure. Sur le plan syndical, les syndicats pro-américains (FO et CFTC) qui traditionnellement freinent les luttes, poussent à la grève générale; la CGT freine et canalise. Il est certain que des syndicalistes américains sont venus fin 62 en France pour organiser l'offensive "sociale" qui a débuté avec le coup d'éclat de la 4ème semaine de congés payés de l'accord Renault. Le but minimum est l'accroissement des coûts de production en France, qui place le capitalisme français en mauvaise position concurrentielle et gêne ses possibilités d'investissements. Le but maximum est l'ouverture d'une crise politique en France. Mais en aucun cas, il ne faut que cette crise ait un débouché révolutionnaire quelconque; les grèves ne doivent être qu'une agitation de surface qui permette à la fois le "contrôle des troupes" et l'exploitation politique, la combativité ouvrière déterminant seulement le niveau de cette exploitation.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que le travail des mineurs est un des plus durs, que les mines sont fermées, que le salaire des mineurs s'est amoindri. Mais la relance par les syndicats et pour des raisons politiques, de l'agitation sociale après des années d'immobilisme et d'atermolements, la disparition des stocks de charbon, à cause de la longueur de l'hiver, l'augmentation des prix pour la même raison, le soutien des cadres des mines à une action éventuelle, les diffi-



cultés de recrutement, à cause de la crise de la main d'oeuvre, la fin de la guerre d'Algérie, la liquidation, avec l'OAS, des hypothèses politiques intérieures, tout cela a contribué à donner aux mineurs la conscience que cette fois " ils pouvaient y aller ".

oooooooo

## la vie des mineurs

"Aujourd'hui, s'il est vrai que des progrès ont été réalisés pour éviter que se renouvellent des catastrophes aussi graves que celles de 1906, la mine demeure néanmoins une grande mangeuse d'hommes, et il ne se passe pas une année sans que l'on enregistre une catastrophe minière. Et c'est ainsi que nos journaux régionaux enregistrent périodiquement la mort d'un mineur, tué par la chute d'une pierre, écrasé par une locomotive ou broyé par une haveuse. Mais à côté de ceux qui périssent d'une façon brutale, combien d'autres meurent presque journallement d'une maladie contractée au cours de leur travail: la silicose !.. C'est ce qui fait que le métier de mineur est un des plus pénibles et des plus dangereux, car aucun de ceux qui descendent quotidiennement, n'est sûr d'en sortir indemne car la mort rôde en permanence au fond de la mine, et si elle ne survient pas brutalement, elle est là dans ces nuages de poussières qui entourent le travailleur dans les mines modernes. Certains nous assurent que les poussières que l'on voit ne sont pas dangereuses, tandis que les poussières qui peuvent devenir mortelles ne sont pas visibles à l'oeil nu. Malheureusement nous savons que là où il y a de la poussière visible, il y en a encore davantage d'invisible..." (Emile Menu délégué mineur du P. de C. " La Révolution Prolétarienne" mars 63- N° 481).

## les salaires

tous avantages compris: 744,53 par mois en moyenne (chiffre CGT) pour un mineur marié, deux enfants, allocations comprises.

### en argent

<u> salaire de base</u>	" autrefois on gagnait 20% de plus que les métallos, maintenant c'est 11% de moins "
<u> prime de charbon</u>	A l'abattage de 280 à 380 par quinzaine. La moyenne de l'équipe au fond c'est 18f par jour.
<u> prime de résultat (semestrielle)</u>	En 1946 le salaire d'un mineur atteignait 132% du salaire de même catégorie du métallos de Paris. Puis cette différence disparut mais
<u> prime mensuelle de 0.80 par jour.</u>	le salaire était indexé sur le SMIG. En 1958, cette indexation fut supprimée.
<u> prime annuelle de productivité.</u>	

### en nature

<u> charbon</u>	"quant au charbon, celui qu'on nous donne n'est pas vendable, mais on nous fait payer quand même les taxes et le transport".
<u> logement</u>	"j'ai 17 ans de fond..je suis logé par les houillères avec ma femme et mes deux enfants. Mais dans un baraquement que je dois bricoler moi-même. Et une maison, y en a jamais depuis 17 ans" (Le Monde 2/3/63)
<u> congés payés</u>	trois semaines- revendication de la quatrième semaine.
<u> régime de retraite</u>	Un retraité après 42 ans de fond a 1280 Fr par trimestre- de 30 à 32 ans de fond, 910 Fs par trimestre - Et combien de mineurs parviennent à la retraite, la moitié sont silico sés bien avant.



## les manœuvres des syndicats

Le mécontentement des mineurs sur leurs salaires s'est exprimé dès décembre 62: la pression de la base forçait les réunions syndicales à envisager une action. Mais ils ne l'envisageaient que sous forme d'une agitation.

Le 8 décembre, le conseil national des mineurs FO décide la grève du rendement pour le 16 janvier 63. La CGT prend la même décision.

La CFTC n'est pas d'accord; elle critique ce mouvement, et le 18 janvier constatant que la grève du rendement n'a pas donné de résultat, propose une grève générale illimitée... qu'elle déclenche seule le mardi 22 janvier. C'est un échec total.

FO décide seul à son tour le 28 janvier la grève générale illimitée pour le 12 février. Le syndicat CGT du bassin Nord- Pas de Calais déclare:

" la grève générale illimitée dans les conditions actuelles serait dure. Elle pourrait servir de prétexte aux manœuvres du gouvernement et des Houillères. Il considère donc qu'une telle grève ne peut être décidée que par les mineurs eux-mêmes au cours d'une consultation à bulletins secrets, pouvant être organisée par les trois organisations syndicales. "

En vertu de quoi, CGT et CFTC lancent un mot d'ordre de 48 heures pour le 1<sup>o</sup> février, sans consulter personne.- qu'ils annulent aussitôt sur la promesse du gouvernement de discuter le 15 février. La grève FO n'est pas suivie (3% de grévistes) et aussitôt annulé.

Les propositions d'augmentations: 2.77% tout de suite et 0.75% par trimestre, les mineurs n'en veulent pas. Les syndicats doivent proposer autre chose. Quinzaine revendicative débutant par une grève de 48h, les 1<sup>o</sup> et 2 mars, dit la CGT grève illimitée dit la CFTC, suivie par FO.

Les syndicats en réalité ne veulent pas la grève générale: pas autre chose qu'une "agitation". FO et CFTC prennent une position démagogique parce que la CGT largement majoritaire ne veut pas déclencher la grève illimitée. Quand le gouvernement brandit la réquisition, les dirigeants syndicaux pensent que les mineurs reprendront le travail. On peut même se demander quel accord existe entre le pouvoir et les syndicats - la réquisition ne part qu'après la grève de 48h lancée par la CGT.

Peu importe les raisons des syndicats, le fait essentiel est que les mineurs sentent que le rapport de force est en leur faveur, qu'ils placent syndicats et gouvernements devant le fait accompli: la grève générale illimitée en dépit des manœuvres syndicales, en dépit de la réquisition.

oooooooo

## les cadres

affirment leur solidarité avec les grévistes

Qu'est-ce que cela signifie?

- revendication de salaires: " régler les problèmes... d'une juste rémunération ".

- revendication d'une gestion bureaucratique: "...absence de planification qui a provoqué une concurrence anarchique... aménagement du champ d'activité des charbonnages..."

- un certain nationalisme économique "... aucune politique cohérente nationale de l'énergie n'a été élaborée ..."



Témoignages: déclaration du représentant des ingénieurs au Conseil d'Administration des Houillères du Nord et du Pas de Calais:

" Distinguons. Nous approuvons les motifs de la grève, mais nos responsabilités ne nous permettent pas de cesser le travail. Nous avons donc cherché une forme d'action qui marquât notre solidarité sans nous faire manquer à notre mission. C'est pourquoi nous avons décidé d'abandonner deux jours de traitement qui seront versés aux organisations de solidarité. Jadis, les ingénieurs et cadres n'ont jamais hésité à payer de leur personne pour faire reprendre le travail quand il s'agissait de grèves qui avaient de toute évidence, par exemple, un caractère politique. Cette fois, la situation est toute différente. Nous ne ferons pas pression sur le personnel et nous ne participerons pas, de notre propre chef, à des prises de sanction. La repression des infractions, c'est une affaire entre l'Etat et celui qui a commis l'infraction...

Nous voulons que le dialogue reprenne. On peut prendre rapidement des mesures d'apaisement, sans que personne ne perde la face. Mais quand on discutera, il ne faudra pas se limiter au problème de la juste rémunération du personnel. C'est toute la politique des Charbonnages de France qui doit être repensée et définie clairement. "

Un ingénieur de l'E.D.F.

" La grève pose un cas de conscience chez les cadres... Dans tous les cas, trois motifs les animent:

- d'abord l'exigence du respect des engagements.
- ensuite le souci d'assurer l'avenir de l'entreprise.
- enfin... ils désirent jouer un rôle constructif... On ne commande plus aux hommes comme en 1900.. (suit une critique de la gestion par le pouvoir).

Un cadre de la S.N.C.F.

" Dans le cas précis de la grève du charbon, les cadres lucides savent bien qu'il s'agit d'une grève politique: non pas de politique intérieure, mais de politique européenne. Visiblement, ce sont les "Européens" qui mènent l'opération (Lorraine, CFTC, FO) comme pour riposter à l'échec de Bruxelles. ...."

Un polytechnicien (cadre supérieur métallurgie):

" C'est sensationnel. A cause du principe: ils ont bien fait de se dresser contre la réquisition. A cause du motif: ils ont posé le problème de toute la politique énergétique. Mais l'association de cadres à une grève n'est admissible que lorsque la profession est en cause "

Un autre polytechnicien: (bureau d'études)

".. Le geste des ingénieurs ne nuira pas à leur autorité vis à vis de leurs subordonnés... Ils ne peuvent s'associer à des mouvements de ce genre que si les intérêts essentiels de l'entreprise sont en cause.

(ces témoignages sont extraits de la "Vie Française", journal financier, du 15/3/63)

oooooooo

la grève

telle que les mineurs la font:

Dès le 28 février, il apparaissait que la grève serait totale et que la réquisition ne servirait à rien. Un délégué CFTC résumait les positions syndicales devant la détermination des mineurs:



" Jusqu'à présent, nous pensions que les négociations pouvaient aboutir, mais maintenant, il n'est plus question de discuter"

et Dolfosse, CGT, déclare le 4 mars, à Douai, avant même que la grève soit effective:

" Nous sommes toujours prêts à reprendre le dialogue " (Le Monde 5/3/63)

Ces deux phrases sont pleines de sens: les syndicats pensaient discuter avec le pouvoir, mais l'attitude des mineurs les empêche de discuter. La presse de droite, comme de gauche insiste sur le défi lancé au pouvoir par les mineurs qui ont passé outre à la réquisition. Mais le défi est aussi vers les syndicats. Les mineurs les forcent à les suivre dans la grève. C'est en cela que leur lutte, au départ, est une lutte ouvrière et non une lutte syndicale. Mais une fois la grève déclenchée, les mineurs suivent les organisations:

1) pour l'action, ils suivent les mots d'ordre syndicaux: " Rentrez chez vous, disent les dirigeants aux mineurs le lundi 4 mars. Dans quelques mines du Centre et du Sud, c'est la grève sur le tas, mais les dirigeants syndicaux les font évacuer, sous prétexte "d'unifier la lutte". Pourtant occuper la mine paraît la réponse normale à la réquisition: " Si l'on me réquisitionne, j'y vais, mais je joue aux cartes" déclare un mineur (Le Monde 2/3/63). On peut même se demander si le gouvernement n'exécute pas les ordres de réquisition et préfère perdre la face par crainte de l'occupation des mines qui aurait un caractère révolutionnaire.

Au cours de ces quatre semaines de grève, d'autres formes autonomes d'action tendent à apparaître: des barrages de voitures, des tentatives de faire dérailler les trains de minerais, des clous sur les routes, tout ceci en Lorraine où éclatent les premières bagarres avec les CRS ( à Merlebach). Dans le Nord, où le 17 mars à un meeting à Lens, les mineurs réclament une marche sur Paris. Mais les syndicats réagissent: au nom de l'unité, ils écartent toute manifestation qui n'est pas la promenade en musique dans les rues des grandes villes; en Lorraine, ils parlent de provocations.

Les mineurs de Lorraine sont d'ailleurs parmi les moins politisés, ils ont voté " De Gaulle" à une écrasante majorité, mais ce sont eux dont les politiciens et les syndicats s'étonnent qu'ils soient les plus déterminés dans la lutte: " La grève est bien vivante, même lorsqu'il n'y a aucune distribution de tracts, aucun rassemblement... Ce qui frappe pourtant, c'est la gravité des grévistes ". (LE MONDE 27/3/63). Ce qui frappe, c'est que les mineurs font leur grève, pas celle des autres;

2) Pour l'organisation, tout échappe aux mineurs: comités locaux de grève, comités centraux, comités régionaux de coordination, dans la première semaine, tout est constitué par les syndicats, par en haut, bureaucratiquement. C'est la même chose pour la solidarité.

Les mineurs s'en remettent au syndicat. Il n'y a pas d'organisation autonome de la grève.

Mais si les mineurs se servent ainsi des syndicats, suivent leurs manifestations, les laissent organiser et coordonner, leur font confiance pour mener les pourparlers, ils contrôlent étroitement ce qu'ils font. C'est la pression de la base qui force les syndicats à s'unir dans ces comités de grève communs ( FO notamment se refuse au départ à y participer). C'est la pression de la base qui empêche les dirigeants d'accepter les propositions de la direction des Houillères le 24 mars: " Nous ne pouvions pas retourner devant les mineurs comme cela dira l'un d'eux ".



Avant même qu'elle soit terminée, la grève des mineurs met en cause tout à la fois la politique économique du gouvernement, les cadres légaux dominant les travailleurs: l'autorité du pouvoir d'un côté, celui du syndicat de l'autre. Les conséquences en sont immédiatement perceptibles: chez tous les travailleurs dans l'élan et l'aspect nouveau qu'elle donne aux luttes; pour le pouvoir et les syndicats de nouvelles formes de discussion et de domination puisque tous les moyens d'avant la grève ont été mis en échec. A plus longue échéance, cette grève accélérera les transformations des structures de la société d'exploitation, des rapports des syndicats et du pouvoir

ooooooo

## les grèves

s'étendent, mais ne sortent pas du cadre syndical.

Un aspect nouveau des luttes: c'est l'échec de la réquisition des mineurs qui l'exprime. Il traduit un nouveau rapport de force entre le pouvoir capitaliste et les travailleurs en faveur de ceux-ci. L'écho profond dans toutes les entreprises montre que les travailleurs ont pris d'une part, conscience de leur force, d'autre part qu'ils peuvent l'affirmer à l'égard du pouvoir. Cette attitude nouvelle, elle tendra non seulement à s'exprimer à l'égard du gouvernement gaulliste, mais à l'égard de tous les pouvoirs qui dominent les travailleurs. La grève générale, au début de mars aurait pu traduire cette contestation du pouvoir.

C'est ce que le patronat a bien compris:

"..l'Exécutif espérait bien en finir dès cette semaine avec un conflit qui entame son crédit dans tous les domaines... La fin de la grève des mines apparaît comme une sorte de préalable politique et psychologique à une reprise en main de la situation par l'Etat en tant que puissance publique ". (Les Echos 25/3/63)

Cette réflexion d'un délégué syndical dans une entreprise exprime aussi la crainte des syndicats de voir la grève leur échapper:

" la grève générale, mais ce serait la révolution, qui peut en prendre la responsabilité "

Devant ce danger d'une rupture entre les travailleurs et tous les dirigeants, syndicats, patronat, gouvernement, poursuivent une action parallèle: éviter toute extension du conflit en profondeur, faire tout rentrer peu à peu dans "l'ordre", enfin définir de nouvelles formes d'encadrement. La grève des mineurs a menacé les détenteurs du pouvoir social, fut ce un moment, mais dans la mesure où elle n'a pas débouché sur une contestation réelle, la lutte actuelle maniée et contrôlée par les syndicats, même victorieuse sur le plan des salaires, aboutira à consolider, à renforcer leur pouvoir sur les travailleurs.

ooooooo

### Le gouvernement

passé l'échec de la réquisition évite soigneusement toute mesure de force, qui déclencherait dans le rapport de force actuel une grève générale. La mission donnée aux experts d'une part, détourne l'attention du problème du pouvoir sur les questions économiques: sur ce terrain, on peut discuter à perte de vue, on accepte le fonctionnement actuel de la société capitaliste, dans lequel



on enferme tous les problèmes des travailleurs: salaires, 4<sup>e</sup> semaine, 40 heures.

ooooo

Les syndicats: (I)

acceptent ce terrain de discussion qui détourne les travailleurs de leur lutte. Tous les particularismes reviennent à la surface alors que la contestation du pouvoir unifiait les luttes: conduite par les syndicats, la grève de "solidarité" a duré 1/4 d'heure.

Partout ailleurs, ce ne sont que journées d'action, débrayages partiels, revendications particulières. On pourrait écrire des pages sur tous les "contre feux" déclenchés par la CGT, particulièrement pour éviter qu'un conflit social profond se développe. Trois exemples parmi d'autres:

- le mercredi 13 mars: 1200 mineurs de fer descendent sur Paris. Aucun mouvement de solidarité n'est organisé. Résultat: à peine 5000 personnes sur l'immense Esplanade des Invalides. Mais les syndicats ont organisé le mardi 12 un débrayage à la SNCF et le jeudi 14 une journée d'action dans la métallurgie parisienne.

- trois journées d'action dans les P. & T. les 21, 22 et 23 mars; tellement particulières qu'elles ne touchent que des catégories très limitées les facteurs, le 21; les ouvriers des lignes le 22; les chèques postaux le 23. Alors que le gros des employés n'a pas été appelé à la grève, on donne l'impression d'un débrayage généralisé. Et des tracts sont déjà distribués pour une semaine d'action... du 1<sup>o</sup> au 6 avril.

- l'organisation de la solidarité, non seulement financière, mais active, comporte bien des points obscurs. Des cargos charbonniers ont continué à être déchargés, des trains de coke allemand à approvisionner les hauts fourneaux de Lorraine.

Deux seules exceptions parce que les travailleurs vont au-delà: les mines de fer de Lorraine et Lacq.

ooooo

Le patronat privé:

cède rapidement par discussions avec les syndicats presque sans grève, dans les secteurs les plus importants, sur la revendication qui leur coûte le moins: la 4<sup>e</sup> semaine. Un accord intervient dans la sidérurgie de l'Est, le 24 mars dans la métallurgie parisienne, dans d'autres départements, dans la semaine qui suit, dans le textile le 27 mars, tc...

C'était pourtant le moment où jamais d'exiger autre chose que la 4<sup>e</sup> semaine: la réduction du temps de travail, par exemple.. Mais ce qui compte c'est désamorcer les grèves, isoler les mineurs: ils le sont effectivement d'autant plus que les mineurs de fer de Lorraine ont repris le 19 mars, avec uniquement des promesses de discussion, et à Lacq le 25 mars, d'autant plus qu'ailleurs, SNCF, EDF,

---

(I) il est difficile de préciser l'exactitude d'informations sur un accord des syndicats avec le principe de la réquisition par le gouvernement dans l'espoir que les mineurs obéiraient, sur un accord préalable des syndicats avec les propositions gouvernementales le dimanche 24 mars, accord qu'ils durent renier devant la réaction de la base. Ce serait l'explication de la réflexion de Pompidou sur "l'attitude inexplicable" des syndicats. Ce ne sont que des bruits.....



métro, bus, poursuivent des débrayages partiels.

Mais il ne faut pas accuser les seuls syndicats d'avoir tout fait, de connivence avec le patronat et le gouvernement pour isoler les mineurs, pour rompre la solidarité active, qui se dessinait. Tous les autres travailleurs s'ils se sont sentis un moment concernés, n'ont pas été plus loin et ont laissé les organisations manoeuvrer. Cette action autonome des mineurs qui a forcé la main des syndicats, mis à part Lacq et les mines de fer, elle n'a pas existé ailleurs. Situation favorable des travailleurs dans la période actuelle, conscience qu'une lutte plus importante ferait le jeu des syndicats? On peut en discuter. Le fait est qu'il n'y a pas jusqu'à maintenant de situation comparable à celle de 36, même à celle de l'été 53: on peut seulement dire qu'elle contient le germe d'une telle situation dans la mesure où le pouvoir essaierait de briser l'actuel rapport de forces, dans la mesure où les travailleurs font l'expérience du rôle néfaste des syndicats et de la nécessité d'une organisation autonome des luttes qu'ils peuvent déclencher.

Cela, syndicats et gouvernement le savent aussi, c'est pour cela que les méthodes de discussion actuelles peuvent préfigurer de nouvelles formes de domination.

ooooooo

La préoccupation des dirigeants:

Comment faire accepter aux travailleurs la société d'exploitation:

Une grève de cette ampleur, les armes du pouvoir ( le syndicat, la réquisition, la police) sans aucune utilité pour l'empêcher, cela pose aux dirigeants le problème de leurs rapports de domination sur les travailleurs, de leur rapport entre eux. Il n'y a qu'à les laisser parler:

Le patronat: parle du double dommage causé au Pouvoir (sic) et à l'économie:

" dans les jours à venir, on s'avisera que ce premier grand conflit social de la Vè République n'est pas seulement celui que l'Etat gestionnaire comptabilisera pour le rattrapage des salaires. A tous égards, la grève des mines aura déclenché la nécessité d'une réforme profonde du problème social. " ( Les Echos -25/3/63).

" voici donc qu'apparaît l'idée d'embrayer la montée des salaires l'amélioration du niveau de vie sur les progrès du plan, sur le dépassement de l'expansion ". ( Les Echos - 25/3/63).

La hiérarchie catholique ( l'évêque d'Arras):

" la solution du conflit relève de la compétence des directions et des syndicats... Apportons-nous au syndicalisme un respect et un appui suffisants pour qu'il puisse avoir dans la nation la place qui doit être la sienne? "

Les syndicats: c'est Force Ouvrière qui parle en premier, le 8 mars, du Comité des Sages:

" est-ce qu'un comité de sages, pris en dehors des organisations syndicales et du gouvernement ne pourrait établir un inventaire du problème dont les conclusions seraient transmises aux parties adverses.



Quand le retard sera confirmé, le rattrapage peut-être échelonné dans le temps. Toutes les fédérations syndicales l'ont écrit. "  
( Communiqué de la Fédération des mineurs F.O. )

C'est exactement ce que le gouvernement a suivi.

Que signifie le rapport des Sages?

Laissons aux syndicats les discussions sur les taux d'augmentation elles signifient pourtant deux choses très importantes:

-les syndicats acceptent une nouvelle forme de rapport avec le pouvoir  
-les syndicats acceptent la liaison des conditions de travail à la  
planification nationale.

Une nouvelle procédure d'arbitrage:

Il ne faut pas se laisser impressionner par les protestations grandiloquentes des centrales, destinées avant tout à "rassurer la base". C'est FO qui a avancé le 8 mars l'idée du comité des sages, et c'est FO qui crie le plus fort le 25 mars. Toutes les centrales ont accepté le 24 mars de discuter sur les bases du rapport Massé Elles crient après- pour se débouaner- Mais en même temps dans les bassins, la base revendicative cesse d'être les 11% du départ pour être les 8% du rapport Massé: " Avec 8% au 1<sup>o</sup> avril, le travail aurait pu reprendre " ( Sauty CFTC, à Lens - Nord-Eclair, 26/3/63 )- " 8% tout de suite et on reprend le pic " ( Comité Central de grève de Merlebach - Est-Républicain- 23/3/63 ).

Les "sages", c'est l'arbitrage obligatoire- nouvelle mouture. On s'en sert chaque fois qu'il s'agit d'enchaîner les travailleurs à la société capitaliste qui traverse une période délicate.

Déjà s'en dessinent les lignes:

les arbitres: avant le recours à la grève, seront des économistes, des planificateurs c'est-à-dire des bureaucrates au service du capitalisme; alors que ce sont eux qui préparent- et parfois prennent les décisions qui maintiennent les privilèges de la société d'exploitation- on nous les présente comme des personnages indépendants, comme ceux qui détiennent la clé du "progrès" vers une société sans crises.

la soumission des travailleurs au plan:

Le plan qui ne vise qu'à faire mieux fonctionner la société d'exploitation face à ses difficultés intérieures et extérieures, instrument de renforcement du capitalisme français, il faut pour qu'il se réalise au minimum que les travailleurs y soient étroitement liés.

Syndicats et gouvernement s'y emploient présentement en nous parlant " d'économie et de société progressive". Nous reviendrons sur ce qui paraît de la plus grande importance et tend à fixer l'ensemble des conditions de travail sur le plan national:

- un comité restreint de salaires
- une progression des salaires définie dans le plan
- des contrats de progrès qui lieraient les salaires à l'accroissement de la production.

Le rapport ajoute:

" il dépend ... des entreprises et des organisations syndicales, et des administrations, pour que ce mécanisme puisse jouer normalement et équitablement " ( sic ).

Cela ne dépend pas des travailleurs, bien sûr. Eux n'auront qu'à exécuter. La lutte des mineurs n'aura, en fin de compte, en ne dépassant pas le cadre syndical, réussi qu'à précipiter la mise en place de la société bureaucratique en France.



# dans le monde

## les travailleurs

### espagne

La lettre suivante extraite du Bulletin d'Information du Comité d'Aide à la Résistance Espagnole, N° 2-25/2/63 complète les précisions que nous avons pu donner dans la brochure "Espagne 62", supplément au N° d'ICO de Novembre 62.

#### " Lettre d'un ouvrier de "l'Intérieur" :

Sabadell, février 63: Je vous copie un fragment du "Correo Catalan" du 18/I/63, assez hardi sur le niveau de vie moyen d'une famille espagnole. Après quelques phrases aimables pour les autorités, il continue:

" Nous allons vous introduire au foyer pour flairer le patrimoine d'une de ces familles innombrables qui sont la base de l'édifice social. Le mari perçoit en tout 4.000 pesetas par mois. C'est déjà quelque chose. Bien sûr, c'est un peu plus élevé que ce que touche comme salaire initial un professeur d'université ou un juge qui débute. Ce n'est donc pas si mal; beaucoup, beaucoup d'autres perçoivent moins. Notre homme a 34 ans, il est marié et a deux enfants d'âge scolaire. Egalement comme beaucoup d'autres, il doit supporter inévitablement des frais généraux obligatoires, que l'on peut énumérer ainsi, chaque mois: loyer 500 pesetas; concierge 60; combustible 100; électricité 75; eau 30; transports 150; collèges 200; "sereno" 10; "vigilante" 10 (I) vêtements et chaussures pour 4 personnes 500. Les frais généraux se montent en tout, sauf erreur ou omission, à 1635 pts. Il reste 2365 pts que la maîtresse de maison doit employer pour nourrir quatre personnes pendant trente jours. Elle ne peut bien sûr, dépasser les 79 pts quotidiennes, chiffre maximum dont elle peut disposer. Examinons les achats d'un jour comme les autres: 1 kg de pain: 7 pts; 1 litre de lait: 8; quatre oeufs: 10; 1 kg de pommes de terre: 5; 1/2kg de riz: 6; 1/2l de vin: 4; 1/4 de litre d'huile la meilleure marché: 6; 1/2kg de morue: 20; 1 kg d'oranges: 10; elle n'a pas exagéré, mais elle ne pouvait dépenser beaucoup plus; ce jour là il lui reste 3 pts. Si deux jours par semaine pour suivre les prescriptions d'une saine alimentation elle veut donner aux siens de la viande au lieu de morue, les 20 pesetas deviennent 35. Le budget de ces deux jours présentera un déficit de 12 pesetas pour chacun d'eux. Pour le poisson impossible. Ce que je viens de noter est le strict nécessaire pour vivre. Une maladie du chef de famille réduit automatiquement le salaire de 25%.

Juan Soler Janer .

Comme c'est curieux depuis tant d'années que nous étions bien ! Ce monsieur Soler Janer doit sans doute savoir qu'il y a par ici encore des appartements

(I) En Espagne le "sereno" et le "vigilante" sont des gardiens municipaux chargés de surveiller de nuit les immeubles et d'en ouvrir les portes aux habitants et autorités.



d'avant notre guerre qui sont habités par les mêmes familles. Celles-ci paient un loyer relativement très bas. Mais que l'on pense à ceux qui ont grandi; en se mariant, ils ne tenaient plus dedans, et ont dû chercher un logement. Dans très peu de maisons on paie moins de 200 pts. Aujourd'hui on paie au moins 1000 pts. Chercher des loyers plus bas suppose que l'on dispose de 30.000 à 50.000 pts pour payer le pas de porte. Pour les loyers plus élevés on demande généralement un acompte pour le loyer, sans oublier d'exiger une avance énorme avant de laisser occuper l'habitation. Pour le couple en question qui paie 500 pts peut-être doit il encore rembourser l'argent qu'on lui a demandé pour payer le pas de porte. Ce loyer est un modèle de 1950. Le modèle 1963 est 1.400 pts. Dans les achats de cette maîtresse de maison, on a oublié beaucoup de choses essentielles, comme les tomates les oignons, ail, sel piment, etc.. Les oeufs en question doivent venir de la lune ou alors, ils sont minuscules. Je laisse les boudins et nombreux autres plats pour ne pas ridiculiser la quantité dont dispose cette dame. Pour le combustible une famille de quatre personnes, si elle a du gaz butane, dépense une bouteille de 130 pts par mois. Sans compter les 1000 pts en dépôt, pour deux bouteilles, ainsi que les paiements à crédit de meubles et d'autres articles. Pour le chauffage, n'en parlons pas, car en ces jours de grand froid, rien qu'un poêle à sciure coûte 5 pts par jour. Si on fait la cuisine au pétrole, on dépense autant en argent et plus en temps de marché noir, très courant jusqu'à aujourd'hui. L'huile à 24 pts le litre est à bon marché. De même pour les pommes de terre à 5 pts et le reste. Aucune laitue, olive... et aucune diversion, comme ce monsieur le fait remarquer, et surtout pas de malheurs qui viennent pincer le porte-feuille. Aucune amende, comme cela arrive à de nombreux malheureux, victimes choisies du zèle des flics, aucun carreau cassé à réparer et mille autres choses. Bien sûr le strict nécessaire consiste en pain et eau pour vivre. Le froid on l'endure aussi... Et sinon, la preuve en est qu'il y en a beaucoup, beaucoup, qui touchent moins. Et s'ils ont de l'espoir, c'est qu'ils sont encore vivants".

ooooooo

## états - unis

Dans le prochain numéro d'ICO nous publierons des documents sur les USA dont un article sur la grève des typos à New-York. Mais il est d'autres grèves dont personne ne parle qui reflètent peut être tout autant la situation des travailleurs aux Etats-Unis. Témoin, cette traduction d'un tract diffusé à New-York et qui est un appel à la solidarité pour 10.000 mineurs de l'Etat de Kentucky en grève depuis 6 mois.

"Les mineurs du Kentucky vont-ils mourir de faim?"

Pas d'argent.. pas de souliers.. pas de nourriture.. pas d'hospitalisation.

"Pour la plupart des enfants de mineurs de la région, la seule chance d'avoir un repas normal est de déjeuner à l'école publique, s'ils ont des chaussures pour aller à l'école" (Time 28/12/62).

Dix mille mineurs de charbon, leurs femmes et leurs enfants luttent pour leur existence dans le Kentucky du sud-est. Les mineurs sont en grève depuis six mois. De leurs maisons confortables et bien chauffées les propriétaires des mines ont rompu le contrat et donné l'ordre d'arrêter de payer aux mineurs un boni de 40 cents par tonne qui était affecté au fond de sécurité des travailleurs d'après une clause du contrat collectif, pour couvrir les frais d'hospitalisation et la retraite des vieux mineurs. Les propriétaires des mines disaient qu'ils ne pouvaient plus supporter une telle charge.



- au lieu d'exiger le respect des droits des mineurs, les chefs du syndicat (U M W A ) leur fermèrent les hôpitaux du syndicat quand le versement des cotisations fut arrêté.
- les mineurs n'avaient que deux voies: se battre ou crever de faim. ils décidèrent de se battre.

Les mineurs ont pratiquement organisé chaque ouvrier des sept comtés du Sud-Est du Kentucky en une sorte d'armée de soutien à leur grève. Leurs revendications sont simples: un salaire vital, la sécurité dans le travail, et un contrat collectif.

Ces mineurs et leurs familles sont désespérés... Mais ils tiendront ferme, s'ils sont soutenus. Ils ont besoin de farine, lard, haricots, sucre, café, lait condensé, pommes de terre, pâtes, conserves de viande, légumes. Toutes sortes d'habits, du savon, et des couvertures.

Ces mineurs tiendront leur grève aussi longtemps qu'ils le pourront. Des camions d'habits et de nourriture quitteront New-York lundi pour Hazard dans le Kentucky. Au moins donnez une boîte de conserves ou un morceau de savon ...".

ooooo

## hongrie

Dans le numéro 13 (décembre 62) nous avons publié une conversation avec un camarade hongrois. Le texte qui suit constitue en quelque sorte la suite de cette discussion, il se rapporte au 8ème Congrès du Parti Communiste Hongrois.

Sept années se sont écoulées depuis que la Révolution hongroise fut anéantie dans le sang.

Le nouveau régime veut donner la preuve aux travailleurs hongrois et au monde entier qu'il est différent du régime Rakosi, celui d'avant la révolution. La nouvelle classe dirigeante s'est regroupée dans le parti MSMP (parti socialiste des travailleurs hongrois) pour faire le 8ème Congrès du Parti. Sur ce nom, il faut s'arrêter un moment. Tout d'abord ce nom a été volé. Sous ce nom existait après 1920 un parti qui luttait contre le fasciste Horthy et il lui fallait se battre dans l'illégalité. Le premier président de ce parti vit encore en Hongrie de même que le camarade Weiszhausz qui en était le fondateur et le théoricien. Il est à peu près sûr que ni l'un ni l'autre de ces camarades n'ont donné leur accord pour la création de ce nouveau parti. L'ancien MSMP était un parti de la classe ouvrière qui luttait contre le pouvoir; il exprimait la lutte d'une classe. Le nouveau parti appartient au pouvoir, ses buts sont alors à l'opposé de ceux de l'ancien parti. Le nouveau parti sert l'oppression; c'est un moyen utilisé par la nouvelle classe dirigeante pour se maintenir au pouvoir.

Le principal leader du nouveau parti est Janos Kadar qui fut dans la révolution de 1956 aux côtés d'Imre Nagy qui trahit cette révolution au bout d'une semaine, qui appela les russes pour écraser la Révolution et qui leur livra Imre Nagy, Malater, et tous les autres camarades exécutés un an et demi après octobre 1956. Tout ce qu'il peut dire maintenant est vide de sens. Il prétend que le parti a été créé il y a quarante quatre ans par des prolétaires marxistes-léninistes qui forment aujourd'hui l'élite de la classe ouvrière hongroise, et que maintenant



le parti est plus fort que jamais. Il oublie simplement de dire que cette force est due uniquement à la présence de la Russie.

" Le capitalisme sera suivi du socialisme et la tâche du 8<sup>e</sup> Congrès est d'assurer le démarrage du socialisme " - " Jusqu'à maintenant on a jeté les bases du socialisme et la tâche d'aujourd'hui est de créer un Etat socialiste (sic) lequel construira le socialisme en Hongrie " (Kadar) " Toute la nation est unie derrière le parti pour parvenir à ce but. Dans les pays socialistes, la production a augmenté entre 1951-60 de plus de 13% par an ". " Dans la même période, la production dans les pays capitalistes n'a pas progressé de plus de 5% ".

dépouillés Mais il a oublié de dire de quel pourcentage le niveau de vie de la classe ouvrière hongroise a augmenté pendant cette période. Car durant ces dix années les paysans hongrois furent entièrement de tout leur bien, et le niveau de vie de 1951 à 1956 n'a cessé de diminuer, ce qui, avec l'oppression fut une des causes de la Révolution de 1956. La politique paysanne d'Imre Nagy en 1946 avait préparé cette évolution; d'accord avec le parti communiste et les autres partis, il avait à cette époque, réparti les terres entre les paysans. Mais en 1947 Nagy fut exclu du Bureau Politique et mis à l'écart; les paysans furent obligés de céder les terres qui leur avaient été attribuées et d'entrer dans les sovkhoses et les kolkhoses. A la révolution de 56 tout disparut et les paysans reprirent les terres.

Kadar déclare: " Le Marché Commun dans les pays capitalistes renforce l'exploitation contre le prolétariat et les paysans; il va à l'encontre des intérêts des couches paysannes et des petits capitalistes." Pour la Hongrie, Kadar ne parle jamais ni des paysans, ni des petits capitalistes, comme s'il n'en existait pas dans ce pays. Pourtant un an et demi après la Révolution, c'est lui qui a forcé à nouveau les paysans à entrer dans les sovkhoses et les kolkhoses. Trois ans après, en 62, Kadar pouvait affirmer ainsi que la socialisation des terres était réalisée à 96%.

Il s'occupe des questions de politique extérieure et déclare que : " L'URSS et le pacte de Varsovie qui unit les pays socialistes en une force invincible, poursuit une politique de paix. Jour après jour, on peut voir que l'impérialisme des USA ne peut exister que dans un conflit permanent et ce sont les pays socialistes qui préserveront la paix. Nous sommes pour la coexistence avec tous les pays socialistes et nous voulons que chaque problème international soit réglé par des négociations et que la guerre soit exclue. C'est pour cela que le 22 octobre 1962 les Etats-Unis étaient prêts à attaquer Cuba et organisèrent le blocus maritime et aérien de Cuba, au mépris du droit international". Mais il ne dit pas un mot sur le fait que les Etats-Unis n'agissait que dans leur intérêt et pour leur propre défense, que les Russes auparavant s'étaient installés à Cuba. (C'est tout autre chose de constater comme nous pourrions le faire que les USA avaient été exclus de Cuba à cause de leur politique de soutien des forces réactionnaires et du régime de Batista qui avait précédé celui de Castro, conséquence méritée de leur politique). N'oublions pas que dans ce même temps, quelque part aux Indes, les "frères chinois" ont tué des milliers d'Indiens, détruit des villes, des milliers de familles sans foyers. De ceci Kadar ne dit pas un mot, mais il ne pouvait guère aller loin car devant lui, dans la salle, il y avait les "chers Camarades chinois". Il veut défendre la paix si cette paix est mise en danger par les capitalistes, mais ne la défend pas si elle est menacée par les soi-disant pays socialistes. Kadar pourrait dire un bon merci pour le gouvernement de la Russie et pour le camarade Kroutchev qui avec sa maîtrise de soi a sauvé la paix. En réalité, la vraie coexistence, c'est la défense de la guerre. Du point de vue hongrois c'est très intéressant parce que pendant la Révolution de 56, l'Inde était la seule grande puissance neutre qui pouvait faire quelque chose dans l'intérêt des travailleurs hongrois; elle ne fit rien.



# libres opinions

C'est le titre d'un bulletin d'entreprise publié par un groupe de camarades à la "Générale Aéronautique Marcel Dassault (GAMD) à Bordeaux. Des numéros 14 et 15 de ce bulletin, nous extrayons les passages suivants qui rejoignent les préoccupations exprimées par les camarades d'entreprise de Paris :

- " Les trois questions posées étaient les suivantes:
- 1° Que penses-tu du Comité de lutte?
  - 2° Que penses-tu du déroulement du mouvement?
  - 3° Que proposes-tu?

Les réponses sont toutes de Talence.

1° Lecteur: 1- Le Comité de Lutte est une très bonne chose à conserver pour les temps futurs. Mais éviter de choisir de futurs chefs ( allusion à la promotion qui a eu lieu pendant le mouvement).

2- Le mouvement. Il me semble que 45% de sorties ne représentent plus une majorité il faut ou convertir les manquants ou bien se mettre en face des réalités: changer les moyens d'action, ou arrêter, ce qui est plus économique...

3- Continuer jusqu'à la visite du patron. Se consulter sur le résultat mais se consulter tous, sinon aucun résultat.

2è lecteur: 1-Le comité de lutte: très bien pendant que celui-ci se sentait poussé par l'ensemble du personnel. Il s'est désuni par la suite pour devenir inexistant ou presque maintenant.

Certains travailleurs ne pensent qu'à gagner de l'argent en faisant des heures supplémentaires. Le problème n'est pas là, car le jour où le patron va imposer un horaire de 45 ou même 40 heures, ces mêmes travailleurs vivront obligatoirement, et ils auront les mêmes taux horaires.

Avec des idées comme ça un mouvement ne peut tenir et il s'est désagrégé peu à peu. On essaye bien parfois de le ressouder mais l'on sent que l'unité n'y est plus, la foi encore moins. Une seule chose compte: il faut tenir, le plus possible, jusqu'à l'arrivée de Vallières au moins, au sujet des heures supplémentaires.

Tout a été mis en oeuvre, tout a été essayé, pour ma part je ne vois pas d'autres solutions.

3è lecteur: 1- Je pense que dans un mouvement les Comités de lutte sont nécessaires.

2- l'ambiance de l'usine est évidemment mauvais, mais les gars sont capables du bon comme du pire.

3- Pour continuer mon raisonnement je pense que les gars suivraient pour une journée d'action avec défilé en ville de l'ensemble de l'usine. Cela il faut le faire vite, car pour arrêter les heures supplémentaires c'est impossible, mais pour moi c'est la meilleure action.

4è lecteur: ne participant plus au mouvement, je ne peux faire aucune proposition.

5è lecteur: 1- je pense que c'est une chose très bien, car on peut dire au représentant du comité les projets qu'on a envie et qui soumis et étudiés par l'ensemble des délégués sont ensuite retransmis à l'assemblée générale. Ce qui évite de dire en réunion des choses qui risquent de ne pas être comprises par



certaines gars et qui entraînent des discussions sans fin. D'une bonne réunion on peut faire une réunion loupée.

2- Le déroulement du mouvement ne serait pas mal s'il n'était freiné par une certaine quantité de gars qui ne compromettent pas ou qui ne veulent pas comprendre envers la société des travailleurs. Car le travail est un devoir et tout devoir entraîne un droit: le droit de se défendre et d'user de ce droit sous quelque forme que ce soit.

3- S'il y a trop de rentrées massives à 7 heures, il serait normal de commencer à 7 heures et le samedi qu'on travaille, le passer à la maison. Il pourrait se faire que ça entraîne une majorité de gars, car il y a encore des journées de beau temps que chacun pourrait utiliser selon ses besoins.

6è lecteur: 1- Les comités de lutte sont indispensables dans tout mouvement revendicatif à condition que les (disons) responsables, de chaque équipe donnent exactement le reflet de leur équipe dans les réunions de ces comités et non leur appréciation personnelle, cela peut éviter les coups de barre que l'on prend par la suite.

2- En ce qui me concerne, depuis le jour où l'on m'a dit en réunion que nous n'avions plus affaire à notre patron, mais à la commission de médiation, que le même jour nous avons baissé le bras pour la poursuite de la grève du boni, sous le prétexte que les congés arrivaient...etc... j'ai bien compris que nous n'étions pas assez forts et j'ai reproché moi-même au délégué qui tenait la tribune de ne pas avoir le courage de nous le dire franchement. Depuis je ne suis plus le mouvement, tout en n'ayant jamais fait plus de 48 heures par semaine, samedi compris. Malgré mes embauches à 7 heures du matin.

3- Devant le manque de combativité des gars de GAMD.. il suffit d'être non gréviste pour pouvoir vraiment juger de ce que pensent et font les gars, car avec un non gréviste beaucoup disent ce qu'ils pensent vraiment. Croyez-moi, les sorties pour informations ou autre, ne peuvent que tromper ceux qui s'occupent du mouvement. Il n'y a rien à proposer pour la continuation de la lutte, elle est perdue d'avance. Nous sommes aujourd'hui le 4 Octobre, il suffit de voir où en est l'appel à la suppression des heures supplémentaires pour en juger.

o o o o o o o

#### Echos d'une discussion:

"En ce qui nous concerne, nous sommes tous à peu près d'accord pour reconnaître que l'ensemble des camarades qui participaient au dernier mouvement ne se sont pas toujours retrouvés dans les prises de paroles au cours des assemblées.

"Il était demandé à tout le monde de s'exprimer mais lorsque certains camarades faisaient l'effort de donner leurs idées, ils étaient ridiculisés par une partie de l'assemblée qui bien souvent n'avait pas analysé le problème aussi profondément.

"D'accord aussi pour dire que la "faim" des heures supplémentaires l'a emporté de haute lutte sur tout le reste. D'accord aussi sur les comités de lutte, pas assez majeurs et souvent sous la "tutelle" des organisations.

"Les responsabilités ne sont pas assumées quand on exécute purement et simplement les consignes. Elles le sont par contre quand on réfléchit ensemble prend des décisions ensemble, et que ces décisions sont loyalement respectées et appliquées. Vient ensuite ici, une discussion sur le rôle des organisations syndicales et l'attitude des délégués. Nettes divergences:

- à la lumière des événements, un camarade conteste le rôle de l'organisation, reflet d'un parti politique et appliquant strictement les consignes du parti. Il pense que l'organisation ne répond pas aux exigences des travailleurs

"Toutes dans le même sac."



- un autre pense qu'il y a des organisations qui n'ont pas la même position et qu'il faut juger sur les positions défendues par elle, sur les différents problèmes.

- autre position: celle du camarade qui indique que les organisations sont ce qu'elles sont, et que l'on a une chance de les voir changer en y étant présents pour y défendre son point de vue.

- un autre fait remarquer que l'image donnée par les organisations syndicales actuelles défendant chacune leur "bout de gras" n'attire pas les ouvriers

Oui mais ceci n'est pas une raison pensent certains pour remettre en cause l'organisation. C'est grâce aux syndicats groupant les travailleurs que de véritables conquêtes sociales ont pu être réalisées. S'il y a un syndicat c'est parce que le patronat existe dont l'objectif est le profit coûte que coûte..

Il suffit de relire l'histoire des luttes ouvrières pour s'en rendre compte.

En conclusion, tout le monde est d'accord pour admettre la nécessité de l'organisation des travailleurs pour les travailleurs.

Et, avec quelques nuances, pour dire que les syndicats doivent revenir à une représentation plus authentique des aspirations ouvrières, premiers jalons vers une véritable démocratie qui par définition est le "gouvernement par le peuple".

-----

Nous ne pouvons que souligner pour notre part l'ambiguïté de la conclusion et des trois phrases qui la précède. Les remarques concrètes des camarades étaient justes: tous les syndicats, reflets des partis, n'attirent pas les ouvriers qui les jugent sur les positions défendues sur les différents problèmes. Partant de là, d'autres camarades affirment des positions plus théoriques: en étant dedans, on a une chance de les voir changer ( quelle chance? Il y a cinquante ans que l'on entend cela, depuis le soutien apporté en 1914 par les dirigeants de la CGT à l'impérialisme français ); " ce n'est pas une raison pour remettre en cause l'organisation" dit un autre camarade qui considère sans doute qu'il n'y a qu'une forme d'organisation possible, le syndicat tel qu'il existe actuellement? Ce même camarade ajoute: " c'est grâce aux syndicats groupant les travailleurs que de véritables conquêtes sociales ont pu être réalisées ", " s'il y a un syndicat c'est parce qu'il y a un patronat dont l'objectif est le profit coûte que coûte "... " les syndicats doivent revenir à une représentation plus authentique ..."

Une page n'épuiserait pas les observations à faire sur ces trois phrases. Nous préférons y répondre par trois questions:

- les travailleurs n'ont-ils pas toujours poussé les syndicats qui freinent les luttes, et finalement reculaient devant des conquêtes sociales réelles?

- Pourquoi depuis que les syndicats existent "en face du patronat" le profit capitaliste n'a pas diminué au contraire?

- Pourquoi les syndicats ont-ils perdu cette "représentation authentique" et par quels moyens peuvent-ils y revenir?



# les livres

" LE NEO-CAPITALISME ITALIEN " E. Scalfari  
ed. Economie et Humanisme.

Si l'actualité est dominée par une péripétie dans la constitution d'une Europe, à six, à sept, ou à treize, sous l'hégémonie américaine, ou indépendante, il n'en reste pas moins que le Marché Commun est une réalité et que nous devons nous habituer à penser au moins à cette échelle. J'entends par là que tous nos problèmes d'informations et de correspondances ouvrières, autrement dit de solidarité dans notre lutte, doivent peu à peu s'élargir et se résoudre au niveau de cette réalité. Nous avons un retard à rattraper, car nos exploitateurs eux, ne perdent pas de temps. Il n'est pas de semaine qui ne nous apporte l'annonce d'une fusion, d'une alliance, d'un cartel, bref, d'une concentration de firmes à l'échelle nationale et européenne.

Il nous faut aussi savoir ce qui se passe dans chacun des pays de ce Marché Commun. A cet égard, le petit livre, la brochure pourrait-on dire de E. Scalfari, nous est fort utile. 100 pages seulement - Et 100 pages d'une lecture facile. Mais d'un contenu extrêmement riche. A lire absolument. Et pas seulement parce que de prochaines élections vont porter l'Italie au sommet de l'actualité.

Dans l'appendice N° 2 à la brochure, l'auteur nous fait savoir qu'il est un partisan et un artisan de la planification étatique. Il estime que le capitalisme étatique doit conquérir la prépondérance sur le capitalisme de monopoles et le capitalisme bancaire, afin d'imposer une politique de développement plus équilibrée et cela dans l'intérêt même de la classe dominante, ce qui est répété plusieurs fois au long des 100 pages de la brochure. Nous devons donc tenir compte des positions de l'auteur et en faire notre profit pour bien comprendre son analyse du "miracle italien", des quinze dernières années.

En France, l'entente entre les différentes fractions capitalistes est réalisée depuis longtemps. Disons plutôt compromis, car le rapport des forces se modifie sans cesse. Par exemple, le Marché Commun renforce le capitalisme de monopoles. Mais l'Italie était en retard dans cette voie. Une étape a été marquée l'année dernière par la nationalisation de l'industrie électrique. Pour aborder ce nouveau cours, il fallait sur le plan politique, " l'ouverture à gauche ". Et les prochaines élections en Italie, devraient donc permettre de continuer sur cette lancée. C'est du moins ce que doit espérer l'auteur de la brochure qui dans sa préface, s'affirme pour

" que la politique de développement puisse être enlevée à la direction des groupes économiques dominants et confiée finalement à ces forces politiques qui représentent les intérêts généraux... "

Un point de détail, de vocabulaire: E. Scalfari appelle néo-capitalisme le capitalisme de monopoles. Pour nous, en France, néo-capitalisme signifie plutôt cette étape vers le capitalisme d'Etat qu'est l'alliance du capital industriel du capital financier, et du capital étatique.



L'intérêt principal de ce petit livre me paraît être surtout cette explication de la manière dont les formidables investissements de l'industrie furent rendus possibles au cours de la dernière décennie. D'où sont venus ces dizaines et centaines de milliards?

Dans l'ordre d'importance, d'après l'auteur, citons les sources de l'auto financement des colosses de l'industrie: les prix de monopoles, donc larges marges de profits; la limitation des salaires en regard de l'énorme --augmentation de production industrielle ( un chapitre est consacré à la défaite ouvrière); indépendance de la grande industrie par rapport au système bancaire, conquête de la Bourse ( appelons ça drainage direct de l'épargne). En appendice à la brochure, au cours d'un colloque entre technocrates, l'un deux déclare:

"Parmi les causes de notre récent progrès économique... il en manque que je désire rappeler. Par exemple la part des colonies, et le bas niveau des dépenses militaires..."

Que les copains se rendent compte. Tout cela est traité en 100 pages Et sur la base d'une documentation précise, avec des chiffres et pas trop, dans un style simple.

Si après cette lecture, quelques camarades veulent compléter la documentation fournie par E. Scalfari, qu'ils se procurent le numéro de Sept-Oct. 62 des Temps Modernes - 200 pages environ sont réservées à la prose de leaders politiques ( du PSI et du PCI) et syndicaux d'Italie. Rappelons les titres:

- L. Basso: Démocratie et nouveau capitalisme
- V. FOa : les luttes ouvrières dans le développement capitaliste
- L. Magri: le modèle de développement capitaliste et le problème de l'alternative prolétarienne.
- B. Treutin: les doctrines néo-capitalistes et l'idéologie des forces dominantes.
- G. Amendola : lutte des classes et développement économique depuis la libération.

Il y a bien des choses intéressantes dans cette littérature. Mais il faut du courage pour les y pêcher. Le style est parfois très pénible. C'est du distillé. C'est que ce n'est pas si facile d'introduire "l'ouverture à gauche" même à grand renfort de notions marxistes. Ce doit être ça le néo-marxisme ou plutôt quelques variétés de néo-marxisme, bref ce que Gilles Martinet appelle le "marxisme de notre temps ". On peut en conclure que le marxisme appartient au passé et qu'il est probablement vain de s'accrocher à une quelconque orthodoxie. Mais nous trouverons bien une occasion de reparler de tout cela. En attendant, essayons de comprendre comment évolue la société dans laquelle nous vivons. La brochure d'E. Scalfari nous y aide. et aussi les néo-marxistes de tout poil.



# publiccitions

LA VOIE DE LA PAIX (Bauchet- Auberville s/Mer- Calvados).

N° 127- Février 63- Organe de l'Union Pacifiste de France.

COMMISSION INTERNATIONALE DE HAISON OUVRIERE (C.I.L.O.)

N° 23 Février 63- Marcheti 103 Rue Orfila, Paris 20è-

Amérique Latine ( dans la confusion argentine, l'enjeu syndical au Pérou, gestion coopérative en Uruguay) France, la situation sociale. De ce dernier article nous extrayons le passage suivant qui fait suite à un examen des accords Renault:

"Tout cela est du réformisme, pourrait-on dire. Et certains le diront. Pour le moment, il n'y a pas autre chose à faire en France que de pousser dans ce sens. Le syndicalisme sait bien qu'il n'y a pas opposition, ni même séparation, entre la lutte pour les réformes et la lutte révolutionnaire. Il y a seulement des moments où la première fait naître la seconde. C'est une question d'amplitude et de résonance. Le syndicaliste se rit de ceux qui se refusent à combattre pour les réformes, déclarent attendre l'heure de la révolution !

Bien entendu pour que les syndicats gardent toutes leurs possibilités, réformistes et révolutionnaires, il faut qu'ils conservent leur indépendance par rapport à tous les gouvernements à tous les partis qui tiennent le gouvernement ou qui aspirent à le tenir. Les syndicats doivent se refuser une fois pour toutes à l'intégration dans l'Etat".

Le camarade se trompe: les accords Renault, ce n'est même pas du réformisme.

Où et quand les syndicats ont-ils poussé une lutte pas même révolutionnaire, simplement réformiste? Quand les syndicats ont-ils conservé leur indépendance par rapport à tous les gouvernements: dans toutes les périodes capitales de l'histoire, les syndicats ont apporté tout leur soutien à leur capitalisme (pendant la guerre de 14, en 36, en 45-47 ... et la liste n'est pas close).

SOCIALISME OU BARBARIE: N° 34- Mars-Mai 63- 22 R. L. Bellan Paris- 2è.

Sommaire: l'Algérie évacuée. La jeunesse étudiante- l'éducation sexuelle en URSS- Actualités- Films-

VOIX OUVRIERE: (organe de lutte ouvrière pour une direction révolutionnaire des syndicats et pour la construction d'un parti révolutionnaire prolétarien). -II mars 63- N° 8- Schvedt 5 Rue du Tir, Corbeil-Essonnes (S.O.) - Editorial: Quand, si ce n'est au jour d'hui. Echos d'une vingtaine d'entreprises.



L'ECOLE EMANCIPEE: (Revue syndicale et pédagogique, tendance syndicaliste révolutionnaire de la Fédération de l'Education Nationale).

N° 11, 9 mars 63 - Jarnaud- La Lauze- Uzes- Gard.

Sommaire: Congrès du SNES- Le IV plan (analyse technique)  
grève à l'E.N. de Lyon- Le syndicat et les jeunes- Planning familial dans le Sud-Est- Remarques au sujet du livre de Rosmer Moscou sous Lénine.

DIRECT ACTION: (en anglais) Bulletin de l'Association Internationale des Travailleurs - N° 3- Mars 63- B. Christofer- 34 Cumberland Road-Londres E.17 - Rubrique ouvrière; Comité des IOO (lutte anti atomique) Russie et Chine, heurt de deux empires; Salaires bloqués en Irlande; la révolte ouvrière de Berlin Est.

LIBERTE: (Lecoq, 20 Rue Alibert, Paris 10è) Appel pour les objecteurs de conscience; "Le gouvernement respectera ses engagements"; sous forme de tract.

ESPRIT LIBRE: N° 25- Mars 63- Krassovsky- 7 Rue Boucicaut Paris- 15è.  
Et s'il n'y avait rien à faire?

L'INTERNATIONALE DES RESISTANTS A LA GUERRE: (88 Park Avenue, Enfield, Middlesex, G.B.)  
Tract sur les journées d'études- non violence et changement socio-économique du 24 au 31 août 63 - Au château de Charbonnières (E.&L.)

o o

o

## les finances

d'ICO au 20 MARS 1963:

<u>Recettes</u>		<u>Dépenses</u>	
En caisse fin janvier	326.49	Tirage N° 15 (fév.)	89.77
Abonnements (7)	18.-	Frais pos taux N° 15	12.01
Vente au numéro	7.-	Tirage N° 16 (mars)	89.77
Soutien	101.-		
	<hr/>		<hr/>
	452.49		191.55

Solde en caisse au 20 MARS 1963: 260.94.-

oooooooo

## supplément

A ce numéro est joint un supplément adressé aux seuls abonnés et concernant la critique du livre de Dumont "L'Afrique Noire est mal partie"



## **Ce que nous sommes, ce que nous voulons.**

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

---

### **informations correspondance ouvrières**

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : P. BLACHIER, 13 bis Rue Labois-Rouillon - PARIS-19<sup>e</sup>

Abonnement : Un an - 10 numéros : 2,50 NF

Versements : LEGRIS, c. c. p. 4560-49 PARIS

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Gérant : P. BLACHIER